

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 10/05/2018 au 16/05/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ne sont pas parvenus à un accord sur l'ALENA avant la date du 17 mai. Cette date avait été présentée comme la limite pour permettre au Congrès américain actuel de se prononcer sur le projet d'accord.

Une augmentation des salaires mexicains dans le secteur automobile comme le réclament les Etats-Unis dans le débat sur les règles d'origine, pourrait entraîner une baisse des investissements étrangers, d'après le secteur privé mexicain. Entre 2010 et 2017, plus de 30 Mds USD ont été investis dans l'industrie automobile mexicaine et plusieurs usines ont été construites (ProMéxico). Or, la faiblesse des salaires mexicains fait partie des avantages comparatifs du pays : les travailleurs employés dans le secteur automobile gagnent en moyenne 3,14 USD/heure, contre 28,6 USD/heure aux Etats-Unis et 26,34 USD/heure au Canada. C'est pourquoi, une hausse salariale pourrait pousser les armateurs automobiles à revoir leurs investissements au Mexique et à délocaliser leurs usines vers d'autres pays aux faibles coûts salariaux.

Economie

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a décidé à l'unanimité de maintenir son taux directeur à 7,50%. Banxico met en avant dans son communiqué l'expansion de l'économie mondiale, et en particulier des Etats-Unis qui devrait avoir des répercussions positives sur l'économie mexicaine ; la diminution de l'inflation (5,04% en mars, 4,55% en avril) et des perspectives d'inflation pour la fin de l'année (3,98% contre 4,09% précédemment). Certains risques se maintiennent comme par exemple une dépréciation du peso qui pourrait être favorisée par la normalisation de la politique monétaire de la Fed, ainsi que par les incertitudes liées aux renégociations de l'ALENA et aux élections présidentielles à venir. Un autre risque réside dans de nouveaux chocs des prix (en particulier dans les secteurs agricole et énergétique), ainsi que dans l'augmentation du coût de la main d'œuvre, qui pourraient faire pression sur l'inflation. C'est pourquoi, la Banque Centrale n'écarte pas pour autant de devoir prendre des mesures en cas de concrétisation de ces risques et afin de favoriser l'ancrage de l'inflation à moyen-long terme vers l'objectif de 3%.

Au 1^{er} trimestre 2018, le taux de chômage a diminué à 3,2% de la population économique active mais le nombre d'emplois précaires et l'informalité ont augmenté. Le taux de chômage a baissé de 0,2 points par rapport au trimestre précédent et de 0,3 points par rapport au 1^{er} trimestre 2017. 455 000 emplois formels ont été créés sur les 4 premiers mois de l'année, soit 12,7% de plus qu'à la même période de l'année précédente (IMSS). Sur les 12 derniers mois, plus de 853 000 postes ont été créés (+4,5% g.a.) en particulier dans les secteurs de la construction (+7,8% g.a.), des transports et communications (+7,6% g.a.) et de l'agriculture (+5,1% g.a.). Cependant, le taux d'emplois précaires est passé de 14,4% au 1^{er} trimestre 2017 à 15,5% au 1^{er} trimestre 2018. Par ailleurs, cela n'a pas suffi à faire diminuer l'informalité qui a augmenté de 1,9% (g.a.) pendant le 1^{er} trimestre de l'année 2018 et concerne désormais 56,7% de la population économique active.

Le PIB touristique a augmenté de 3,4% en 2017 et le Mexique a accueilli 10,6 millions de visiteurs étrangers durant le 1^{er} trimestre de l'année 2018. Le nombre de touristes est en constante augmentation depuis plus de 10 ans mais ces derniers ont tendance à moins dépenser. Alors que le nombre de voyageurs étrangers a connu une variation annuelle de +12,6% au 1^{er} trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année 2017, l'augmentation de dépenses en devises étrangères n'a été que de 7,6%. Le budget moyen des touristes étrangers est en effet passé de 588 USD à 533,4 USD sur la même période, soit une baisse de 4,4%.

La cyberattaque qui a eu lieu en avril contre plusieurs des banques les plus importantes du pays aurait entraîné des pertes de 400 millions de pesos (20 MUSD*). Les hackers ont pénétré le système de paiements électroniques interbancaires qui permet la réalisation de milliers de transferts de capitaux entre les différentes banques tous les jours.

*Taux de change au 16 mai 2018 : 1 USD = 19,71 MXN

Banco del Bajío et Banorte ont été les banques les plus touchées puisqu'elles dénoncent respectivement des pertes de 160 et 150 millions de pesos. Face à ces événements, la Banque centrale du Mexique a décidé de créer une nouvelle Direction de la Cyber sécurité chargée de renforcer la sécurité des informations générées par l'institution et d'élaborer les dispositions de cyber sécurité qui s'appliqueront pour les intermédiaires financiers.

En mars 2018, la production industrielle est restée identique tant à celle de février 2018 qu'à celle de mars de l'année précédente. En variation annuelle, les activités manufacturières et de construction ont respectivement augmenté de 3,4% et de 0,1% alors que les activités minières et celles liées à la gestion et à la distribution de l'eau et de l'électricité ont diminué de 6,5% et 2,8%.

Finances publiques

Stabiliser la dette devrait être la priorité du « Paquete Económico » de 2019, selon Luis Foncerrada, directeur du Centre d'Etudes Economiques du Secteur Privé. Ce dernier constitue un ensemble de mesures proposées conjointement par le Pouvoir Fédéral et le Pouvoir Législatif en matière de politiques fiscales et budgétaires. Il devrait être approuvé au plus tard le 31 décembre 2018 et met l'accent sur la nécessité de maintenir un équilibre dans les dépenses courantes et de renforcer les recettes publiques afin de diminuer la dette publique du pays.

Entreprises et grands contrats

Pemex a réalisé une émission de dette de 3,150 Mds € répartis en 4 bons afin de refinancer sa dette. Les bons émis par l'entreprise pétrolière d'Etat seront régis par la loi de New York et cotés à la bourse de Luxembourg. Ils sont divisés en quatre catégories qui diffèrent de par leur taux de rendement et leur échéance.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 16/05/2018
Bourse (IPC)	+0,27%	-6,56%	46 419,77
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,96%	+4,79%	197
Taux de change USD/Peso	+0,87%	+5,85%	19,71
Taux de change Euro/Peso	+0,13%	+12,93%	23,24
Prix du baril de pétrole (USD)	+4,02%	+46,86%	66,00

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre, l'optimisme des entrepreneurs s'est sérieusement affaibli. L'indice global des attentes des entrepreneurs a baissé de 2,3 points de pourcentage à 51,3, enregistrant le niveau le plus bas depuis 9 ans. Les indices des anticipations se sont affaiblis, au 2^{ème} trimestre, dans 3 secteurs : les services (-6,3 points), la construction (-4,3) et le commerce (-1,3). Seuls les secteurs agricole et manufacturier présentent un léger renforcement de près de 0,5 point de pourcentage.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

L'activité économique guatémaltèque a augmenté de 2% (g.m.) en mars 2018. Ce comportement de la croissance a été influencé par les résultats positifs des activités suivantes : commerce, services privées, transports et communications.

La chute des prix des matières premières a provoqué une forte baisse des exportations guatémaltèques de 1,7% (g.a.) au premier trimestre 2018. Les ventes de sucre non-raffiné se sont contractées de 4,4% et celles de caoutchouc de 23,8%. Le Guatemala, comme la plupart des pays de la région, base son économie sur l'agro-industrie, ce qui explique

*Taux de change au 16 mai 2018 : 1 USD = 19,71 MXN

sa forte dépendance du cours des matières premières. A l’opposé, les exportations d’énergie électrique et de pétrole ont respectivement généré 30,8MUSD et 27,4 MUSD (54% y 18% g.a. d’augmentation) sur la même période.

Le Guatemala et l’Inde se rapprochent via des accords liés dans les domaines de l’éducation et de l’énergie. D’une part, le Guatemala bénéficiera de bourses d’études afin de favoriser les échanges universitaires avec l’Inde. D’autre part, le Vice-Président indien Naidu a invité le Guatemala à intégrer l’Alliance Solaire Internationale. Le projet, porté par l’Inde et la France, réunit 121 pays afin de mettre en place 1000 GigaWatt d’ici à 2030 (avec un total de 1 Md USD d’investissement prévu). L’intégration de l’ASI par le Guatemala serait un véritable pas stratégique pour le pays, en accord avec ses engagements ‘‘Climat’’ et sa planification électrique à long terme.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

En mars, l’activité économique du Honduras a crû de 3% par rapport au mois précédent. Ce résultat a principalement été impulsé par les secteurs de l’intermédiation financière, de l’assurance et des fonds de pension, de l’industrie manufacturière, du commerce, des télécommunications, du transport et de la construction.

L’Opérateur Portuaire Centraméricain (OPC) souligne les avancées dans l’amélioration du fonctionnement du port de Cortes. Ce dernier voit transiter plus de 80% des importations et exportations du pays. Les principaux produits importés sont les intrants et autres matières premières pour l’industrie, la construction et la consommation intérieure. Les exportations sont majoritairement des vêtements, du café, et des produits périssables comme la banane, le melon et la pastèque. Le port de Cortés au Honduras est le plus grand d’Amérique centrale (Hors Panama), suivi par celui de Santo Tomas de Castilla au Guatemala, tous deux se concurrencent pour le transport des marchandises de la côte Caraïbes.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) souligne une exécution satisfaisante des projets au Honduras, spécialement dans les secteurs de l’éducation, de l’énergie et du transport. Au cours des deux dernières années, le Honduras a bénéficié de 632 MUSD, soit une augmentation de 88% du portefeuille de projets en comparaison avec les deux années précédentes. La BID lance actuellement des discussions avec les autorités locales afin de définir sa prochaine stratégie 2019-2023.

Nicaragua

2016 – PIB: 13,2 Mds USD | Pop: 6 M hbts

Le commerce et l’industrie centraméricaine continuent de subir les effets de la crise nicaraguayenne. La route reliant le triangle nord (Guatemala, El Salvador, Honduras) avec le Costa Rica et le Panama est fortement perturbée. Le Nicaragua a actuellement un trafic routier irrégulier à cause des blocages, protestations et répressions. La conséquence directe est le ralentissement des flux de marchandises dans la région. L’intégration du Nicaragua dans l’Union Douanière centraméricaine est désormais en suspens.

Plus de la moitié des habitants du Nicaragua résident dans des zones urbaines : 57,6% de la population (soit 3,7 millions de personnes) vivent en ville. Le pays occupe le 3^{ème} rang dans la zone après le Costa Rica (76,6% de sa population) et le Salvador (69%). Ces données de la Commission Economique pour l’Amérique Latine (CEPAL) ont été analysées par la BID qui considère que les villes sont le principal moteur de développement économique et social d’un pays. Le rapport de la BID met également en avant le développement urbain comme levier pour l’innovation, la hausse de la productivité et l’emploi.

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Au 1^{er} trimestre, la valeur des constructions a chuté de 40% (g.a.), passant de 542 MUSD à 325 MUSD. Avec un total de 174 MUSD, les projets résidentiels enregistrent 36% de moins que l’an dernier. De même, les constructions non résidentielles ont diminué de 44%, atteignant 152 MUSD.

Les ventes d’automobiles continuent de diminuer : au 1^{er} trimestre 2017, elles ont baissé de 11% (g.a.) pour atteindre 12 617 unités vendues.

Le FMI prévoit une croissance de 5,6% en 2018 et 5,8% en 2019. Le pays devrait connaître la croissance la plus élevée d’Amérique Latine, suivi de la République dominicaine (+5,5% et +5%). En revanche, cette prévision ne prend

*Taux de change au 16 mai 2018 : 1 USD = 19,71 MXN

pas en compte les récentes grèves dans le secteur de la construction, qui auraient entraîné des pertes de 810 MUSD pour les activités productives.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

L'entreprise Energie du Pacifique (EDP) vient d'obtenir l'autorisation pour la mise en place d'une ligne de transmission de 44km, reliant EDP à l'Entreprise de Transmission du Salvador (Etesal). EDP avait gagné en 2013 un appel d'offre pour fournir de l'énergie thermique (gaz naturel) à la distributrice colombienne DELSUR. Les installations (puissance totale de 378 MW) fonctionneront en 2021.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Le FMI améliore les perspectives de croissance des Caraïbes en 2018 à 2%, après 1,3% en 2017. En 2019, le FMI prévoit une croissance de 2,8%. La Grenade devrait connaître la croissance la plus élevée ces 2 prochaines années à 3,6%. Saint Christophe et Nieves enregistrerait une croissance de 3,5% en 2018, puis 3,2% l'année suivante. La croissance d'Antigua et Barbuda serait de 3,5% puis 3%. Saint Lucie, Saint Vincent et les Grenadines et Haïti devraient avoir une croissance de 2% en 2018 et 2019. La croissance en Jamaïque serait de 1,5% puis 1,8% selon le FMI. La Barbade et Trinité et Tobago seraient les seuls pays à connaître des croissances inférieures à 1%, avec respectivement 0,5% et 0,2% en 2018 et 0,8% et 0,2% en 2019. La Dominique est le seul pays de la région qui devrait connaître une récession en 2018 (-16,3%) suivie en 2019 d'une reprise post-ouragans de 12,2%. Le FMI a déclaré que suite à la reprise de la consommation privée en 2017, les investissements des entreprises dans la région devraient augmenter et devenir le principal moteur de l'activité économique, après une contraction pendant trois ans. Cependant, les niveaux d'investissement devraient rester inférieurs aux niveaux observés dans d'autres régions, limitant le potentiel de croissance de la Caraïbe.

Les crypto-monnaies se développent dans les Caraïbes. CariNet, le Système numérique de finance et de libre-échange des Caraïbes, a été officiellement lancé. Il applique la technologie blockchain pour aider les 15 pays membres de l'accord de libre-échange des Caraïbes à créer des infrastructures de paiement numérique afin de bâtir une plateforme pour le commerce international. La mise en place de CariNet est supposée apporter un nouveau développement à l'industrie financière déclinante dans la région. Le système transformera la finance offshore traditionnelle en une finance numérique. Par ailleurs, le gouvernement d'Anguilla a promulgué une loi établissant un processus d'enregistrement pour une offre de crypto-monnaie. La loi sur les « utility tokens » permet aux entités anguillennes de demander à être enregistrées afin d'effectuer une proposition d'utility tokens dans le but de normaliser le processus d'enregistrement et de diffusion pour les projets blockchain.

En 2017, le tourisme dans les îles caribéennes a connu une baisse marquée du nombre de visiteurs et a perdu près de 700 MUSD, suite au passage des ouragans Irma et Maria. La saison cyclonique de 2017 a entraîné une perte estimée de 826 100 touristes dans les Caraïbes qui auraient pu générer 741 MUSD et soutenir 11 000 emplois, selon World Travel & Tourism Council.

Bahamas

2016 – PIB : 9,05 Mds USD | Pop : 0,4 M hbts

Le FMI prévoit une croissance de 2,5% en 2018 après 1,3% en 2017, en raison de la forte croissance étasunienne, de l'ouverture progressive du resort Baha Mar et de la reprise des investissements directs étrangers (IDE). En revanche, la croissance à moyen terme reste à 1,5% due aux principaux obstacles structurels. De plus, le déficit courant est estimé à -16,4% du PIB en 2017, après -7,7% en 2016, en raison d'une hausse des importations des biens et services liées à l'achèvement de Baha Mar, à la remontée des prix du pétrole et à des revenus du tourisme plus faibles dus à l'ouragan Matthew. Les réserves de changes se sont établies à 1,4 Md USD, fin 2017 et ont été portées par le placement d'obligations souveraines extérieures en novembre 2017.

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

La candidate du parti travailliste barbadien (BLP), Mia Mottley, n'est pas contre l'assistance du FMI. Alors que le Premier ministre sortant, Freundel Stuart, s'est prononcé catégoriquement contre la mise en place d'un accord avec le FMI, la principale candidate de l'opposition estime qu'étant donné la situation économique du pays, une assistance

*Taux de change au 16 mai 2018 : 1 USD = 19,71 MXN

internationale est nécessaire. Si elle venait à être élue le 24 mai prochain, le BLP s'attaquerait dans les cinq premiers mois aux réserves de change en déclin et à la dette publique élevée.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La facture pétrolière a augmenté de plus de 30% en 2017. En effet, les importations de produits pétroliers sont passées de 563,73 MUSD en 2016 à 743,24 MUSD en 2017. Cette augmentation s'explique par la hausse de 16% des volumes importés et le renchérissement de près de 15% des prix du pétrole l'année dernière. Pour les six premiers mois de l'exercice en cours (octobre 2017-mars 2018), les importations haïtiennes de produits pétroliers ont déjà atteint plus de 400 MUSD, soit une progression de 13% par rapport à la même période de l'année précédente.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

Le secteur touristique se développe à un rythme sans précédent et ce pour la seconde année consécutive : la croissance a surpassé l'objectif de 5%. En 2017, le nombre de visiteurs a atteint 4,3 millions selon le Ministère du Tourisme. Cela représente une hausse de 12,1% des arrivées par rapport à 2016. Les revenus touristiques sont passés de 2,5 Mds USD en 2016 à un record de près de 3 Mds USD en 2017.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

En avril, la République Dominicaine a enregistré une inflation interannuelle de 4% et une variation mensuelle de 0,40%. Cette dernière s'explique par l'augmentation des prix du transport (+1,39% g.m.), de la restauration et de l'hôtellerie (+0,29% g.m.) et des aliments et boissons non alcoolisées (+0,20% g.m.).

La Chine est le deuxième fournisseur de la République Dominicaine en 2017, derrière les Etats-Unis. Alors que la République Dominicaine vient de nouer des relations diplomatiques avec la Chine, les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de 26% depuis 2013 et représentent 2,6 Mds USD en 2017 avec un important déficit commercial de 2,3 Mds pour la RD. 13% des importations du pays provenaient de Chine en 2017, soit 2,4 Mds USD. Les principaux produits chinois importés sont des appareils électriques (22% du total), des machines et engins mécaniques (16%), de la fonte et de l'acier (8%) et des véhicules (6%). Par ailleurs, la Chine est le 8^{ème} client de la RD : les exportations dominicaines ont atteint un montant de 151 MUSD en 2017. Elles étaient composées de 50% de minerais, de 20% de fonte et acier et 10% d'instruments médicaux.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 16 mai 2018 : 1 USD = 19,71 MXN